

## Education at a Glance 2008: OECD Indicators

Summary in French

## Regards sur l'éducation 2008: Les indicateurs de l'OCDE

Résumé en français

- Dans tous les pays de l'OCDE, les gouvernements cherchent à accroître l'efficacité de leur système éducatif tout en s'employant à trouver les ressources supplémentaires pour faire face à la demande grandissante de formation.
- Conçue pour permettre aux pays d'évaluer la performance de leur système d'enseignement à la lumière de celle d'autres pays, l'édition 2008 de *Regards sur l'éducation* présente une imposante batterie d'indicateurs actualisés et comparables sur les résultats des systèmes éducatifs. Ces indicateurs sont le fruit d'une concertation entre spécialistes sur la façon de mesurer l'état actuel de l'éducation à l'échelle internationale.
- Les indicateurs montrent qui participe aux activités éducatives, quelles dépenses leur sont affectées, comment les systèmes éducatifs fonctionnent et quels sont les résultats obtenus. Les indicateurs de résultats portent sur des aspects très variés, allant de la comparaison des performances des élèves dans des disciplines fondamentales jusqu'à l'analyse de l'impact de la formation sur les revenus et sur les possibilités d'emploi à l'âge adulte.



pays – en moyenne de 19 % entre 2000 et 2005 (**Indicateur B3**). En 2005, les pays de l'OCDE dépensaient 6.1 % de leur PIB cumulé au titre de l'éducation, dont 86 % provenaient de sources publiques, et cette proportion atteignait au moins 5 % dans 21 des 28 pays de l'OCDE (**Indicateur B2**). Un dernier signe tangible des efforts consentis par les gouvernements réside dans l'augmentation de la part des dépenses publiques au titre de l'éducation de plus d'un point de pourcentage entre 1995 et 2005 – de 11.9 à 13.2 % en 2005. Les dépenses publiques d'éducation ont progressé à un rythme au moins aussi soutenu que celles consacrées aux autres secteurs publics dans tous les pays sauf au Canada, en France, en Hongrie, au Portugal et en Suisse (**Indicateur B4**).

Outre cet investissement d'argent public en nette augmentation, les dix dernières années ont aussi été marquées par une recherche de nouveaux financements à même de faire face à l'accroissement rapide des effectifs (principalement dans l'enseignement tertiaire) et d'augmenter les ressources dont disposent les établissements (**Indicateur B3**). Ainsi, et même si les dépenses d'éducation sont encore financées à hauteur de 86 % par des fonds publics tous niveaux d'enseignement confondus, entre 1995 et 2005 les dépenses privées ont progressé davantage que les dépenses publiques dans près de trois quarts des pays considérés. Dans certains pays, la conséquence directe est une remise en cause du principe selon lequel la responsabilité de l'éducation incombe uniquement à l'État, pour considérer plutôt que, étant donné les avantages économiques publics et privés qu'apporte l'éducation, les coûts et responsabilités de ce service devraient être partagés entre ceux qui en bénéficient directement et la société dans son ensemble (c'est-à-dire les gouvernements, mais aussi les ménages et les entreprises), en particulier au niveau tertiaire (**Indicateur B3**).

Bien que les efforts consentis pour accroître le volume d'investissement dans l'éducation ressortent clairement des indicateurs compilés cette année, il reste à déterminer si les ressources sont à la mesure des changements démographiques et structurels qui sont survenus au cours de la dernière décennie. Les **indicateurs B1 et B2** montrent qu'entre 1995 et 2005 les dépenses d'éducation dans l'enseignement primaire et secondaire ont augmenté plus vite que les effectifs scolarisés dans tous les pays, et même plus rapidement que le PIB par habitant dans plus de deux tiers des pays. Par ailleurs, même si un léger fléchissement a pu être observé sur la période 2000-2005 par rapport à 1995-2000, les dépenses du primaire et du secondaire ont encore augmenté de 30 % ou plus dans 10 pays entre 2000 et 2005 (**Indicateurs B1 et B2**). Les ressources disponibles par élève du niveau primaire et secondaire ont donc considérablement progressé au cours des dix dernières années. En outre, les dix prochaines années annoncent un recul démographique de la population âgée de 5 à 14 ans dans 23 des 30 pays membres de l'OCDE (Indicateur A11 de l'édition 2006 de *Regards sur l'éducation*), ce qui suggère que les taux de scolarisation n'augmenteront pas et qu'avec un budget prévisionnel constant par

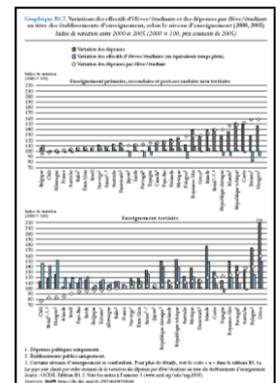
rapport à celui de 2005, les ressources disponibles pour les établissements continueraient d'augmenter, dégageant les ressources nécessaires pour prendre toutes sortes de mesures ayant pour but d'améliorer la qualité des programmes et les performances des élèves.

La situation est différente dans l'enseignement tertiaire où, entre 1995 et 2005, les dépenses unitaires ont parfois diminué car les budgets n'ont pas été revus à la hausse en proportion de l'augmentation importante des effectifs. Si l'expansion de l'enseignement tertiaire se poursuit, ainsi que la pression exercée par la mobilité internationale dans la zone OCDE – particulièrement dans les pays qui ne font pas payer l'ensemble des droits d'inscription aux étudiants étrangers qu'ils accueillent –, il est fort probable que la tendance à une diminution des dépenses unitaires s'accélère et que les disparités en matière de niveaux de dépenses se creusent davantage entre les pays (**Indicateur C3**). En 2005, les dépenses par étudiant variaient selon un coefficient de 1 à 7 entre les pays, allant de 3 421 USD en Fédération de Russie à plus de 20 000 USD aux États-Unis et en Suisse (**Indicateur B1**).

Les défis posés pour répondre aux besoins de financement supplémentaire sont donc indéniables, tout au moins pour le niveau d'enseignement tertiaire. Toutefois, l'argent ne saurait résoudre à lui seul tous les problèmes : l'investissement dans l'éducation doit aussi devenir beaucoup plus efficace. Le Département des Affaires économiques de l'OCDE s'est penché sur cette question et a déterminé que, à niveau égal de moyens, les contribuables des pays de l'OCDE pourraient escompter une marge d'amélioration des résultats de 22 % en moyenne (voir l'indicateur B7 de l'édition 2007 de *Regards sur l'éducation*). Cela donne la mesure de l'effort à consentir pour permettre à l'éducation de se réinventer, comme l'ont fait d'autres secteurs, et de mieux rentabiliser les investissements. Les résultats de l'enquête PISA ont également révélé qu'au niveau international, les ressources investies dans l'éducation sont liées aux résultats de l'apprentissage de façon modérée, au plus, ce qui suggère que l'argent est un préalable certes indispensable mais certainement pas suffisant à l'obtention de résultats d'apprentissage de haut niveau.

Cette édition de *Regards sur l'éducation* amène le débat plus loin (**Indicateur B7**) en examinant les choix politiques que font les pays lorsqu'ils décident d'allouer leur ressources, y compris les compromis entre le nombre d'heures de classe, le nombre d'années que les élèves passent dans l'enseignement, le nombre d'heures de cours donnés et le salaire des enseignants, ainsi que la taille des classes (indicateur estimé - (**Indicateurs C4, D1, D2, D3 et D4**)). Il en ressort que des niveaux de dépenses similaires d'un pays à l'autre peuvent occulter tout un ensemble de choix politiques différents dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire. À titre d'exemple, en Corée et au Luxembourg, le coût salarial par élève (calculé en pourcentage du PIB par habitant pour éliminer les différences significatives de richesse nationale entre les pays de l'OCDE) atteint 15.5 et 15.2 %

**Graphique B1.7. Variations des effectifs d'élèves/étudiants et des dépenses par élève/étudiant au titre des établissements d'enseignement, selon le niveau d'enseignement (2000, 2005)**



**Graphique B3.1. Part des dépenses privées au titre des établissements d'enseignement (2005)**



respectivement – deux valeurs similaires et fortement supérieures à la moyenne de l’OCDE qui se situe à 10.9 %. Cependant, alors que la Corée investit ses ressources dans des niveaux de salaires des enseignants supérieurs à la moyenne – au prix de tailles de classes relativement importantes –, au Luxembourg, les niveaux de coûts salariaux par élève sont presque entièrement dûs à des tailles de classes petites (**Indicateur B7**). Les pays doivent donc examiner ces décisions attentivement afin d’améliorer la compréhension des mécanismes expliquant pourquoi certains choix permettent d’obtenir une meilleure rentabilité, dans une optique d’amélioration de l’efficacité des services éducatifs.

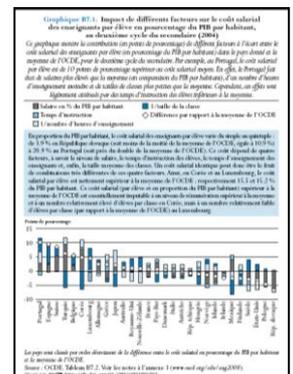
Quelques autres tendances ressortent également de l’étude. Ainsi, dans les pays qui présentent les niveaux les plus bas de coût salarial par élève (en pourcentage du PIB par habitant) dans le deuxième cycle du secondaire, les salaires peu élevés en proportion du PIB constituent généralement le facteur explicatif principal. C’est notamment le cas en Finlande, en Irlande, en Islande, en Norvège, en Pologne, en République slovaque et en Suède. Le Mexique est le seul pays qui échappe à ce constat ; si le coût salarial par étudiant par rapport au PIB par habitant y est bien supérieur à la moyenne de l’OCDE, l’effet est plus que compensé par les tailles de classes importantes (**Indicateur B7**).

Encore une fois, les pays qui augmentent leurs dépenses par élève se doivent d’examiner attentivement la façon dont ce supplément de fonds est déployé.

Au niveau tertiaire, les modèles de financement qui se font jour diffèrent sensiblement de ceux que l’on observe aux niveaux primaire et secondaire. Tout d’abord, l’utilisation de fonds privés est beaucoup plus courante dans le tertiaire ; ceux-ci représentent en moyenne 27 % des dépenses totales et dépassent même la barre des 50 % en Australie, aux États-Unis, au Japon et, dans les pays partenaires, en Israël, voire la barre des 75 % en Corée et, dans les pays partenaires, au Chili (**Indicateur B3**). L’équilibre entre financement privé et financement public d’une part, et la capacité des pays à fournir différentes formes d’aides publiques pour les établissements d’enseignement tertiaire d’autre part, sont deux facteurs qui aident à expliquer les grandes disparités dans les approches du financement de l’enseignement tertiaire. Certains pays ont réussi à trouver de nouvelles sources privées, d’autres ont accru leur financement public, tandis que ceux qui n’ont choisi aucune de ces deux options éprouvent des difficultés toujours plus importantes à réconcilier développement et qualité.

Jusqu’à présent, les pays nordiques sont parvenus à développer l’enseignement tertiaire par des investissements publics massifs – aussi bien pour financer les établissements que pour aider les étudiants et leur famille – partant du principe selon lequel un investissement public considérable à ce niveau d’enseignement procure un rendement élevé aux individus et à la société. D’autres pays comme l’Australie, le

**Graphique B7.1. Impact de différents facteurs sur le coût salarial des enseignants par élève en pourcentage du PIB par habitant, au deuxième cycle du secondaire (2004)**



Canada, la Corée, les États-Unis, le Japon, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni ont préféré reporter sur les étudiants une partie de la charge financière que représente l'enseignement tertiaire. Dans la plupart de ces pays, les frais d'inscription sont fixés par les établissements, dans un cadre délimité par un plafond maximum, et sont également modulés au regard des débouchés d'emploi et du niveau de salaire offerts par les formations (**Indicateur B5**). Ces mesures s'accompagnent souvent d'une aide financière apportée aux étudiants sous forme de prêts et/ou de bourses, ainsi que d'autres types de prêts dotés de conditions avantageuses et disponibles pour tous les étudiants. À titre d'exemple, l'Australie et la Nouvelle-Zélande complètent leurs modèles de prêts attribués en fonction des revenus (accessibles à tous les étudiants) avec des aides sous conditions de ressources pour les dépenses courantes, ainsi qu'avec des bourses qui permettent de financer les frais généraux d'éducation et de logement et qui ciblent les élèves de milieux socio-économiques modestes.

À l'inverse, dans de nombreux pays européens, les pouvoirs publics n'ont pas revu à la hausse les budgets des universités dans les proportions requises mais n'autorisent pas pour autant les établissements à réclamer des frais de scolarité à leurs étudiants. Par conséquent, les difficultés budgétaires de ces établissements tertiaires s'aggravent, ce qui, à terme, peut menacer la qualité des programmes proposés. Les États-Unis offrent un contraste frappant : les dépenses par étudiant y représentent largement plus du double de la moyenne européenne. Si le choix entre l'accroissement des investissements publics et l'augmentation de la part des fonds privés est difficile à faire, on ne saurait envisager de n'avoir recours à aucune de ces deux options, alors même que la demande pour un enseignement tertiaire plus répandu et de meilleure qualité s'accélère.

Dans leur effort de développement des systèmes d'éducation, les pays se doivent d'employer des approches multiples de façon à assurer l'adéquation des modes de financement. Outre la possibilité de faire de l'éducation une priorité dans l'allocation des fonds publics, ils doivent également examiner les moyens de recourir davantage aux fonds privés au niveau tertiaire, les secteurs à mettre en avant pour améliorer la qualité et les manières de répartir plus efficacement les ressources. À cet égard, le défi principal réside dans la capacité à parvenir à cet objectif sans pour autant remettre en question le principe d'équité. Les indicateurs montrent que dans de nombreux pays, un jeune est beaucoup plus susceptible de démarrer une formation de niveau tertiaire lorsque son propre père est lui-même titulaire d'un diplôme de ce niveau. Cela renvoie à la nécessité d'identifier les mesures encourageant la progression intergénérationnelle en termes de qualifications. Le renforcement des aides publiques et le bon dosage entre les aides accordées aux étudiants sous forme de prêts d'études ou de bourses seront primordiaux pour assurer une meilleure équité. Les études existant dans ce domaine tendent à montrer que les bourses sont plus efficaces que les prêts d'études pour encourager les étudiants issus

des milieux socio-économiques défavorisés à poursuivre leur éducation, tandis que les prêts d'études sont plus efficaces pour les autres catégories (**Indicateurs A7 et B5**).

Au-delà de la question de l'allocation des ressources, l'amélioration des mécanismes d'orientation des élèves entre l'enseignement secondaire et l'ensemble des programmes de l'enseignement tertiaire exercerait aussi un impact direct sur les taux de réussite et soulagerait les dépenses puisque, selon la moyenne calculée sur la base des 19 pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles, quelque 31 % des étudiants ne terminent pas les études tertiaires qu'ils ont entreprises (**Indicateur A4**).

L'**indicateur A1** suggère également que l'adaptation du contenu pédagogique de certains programmes à faibles débouchés aux besoins grandissants du marché du travail dans certains secteurs représente un véritable défi. Dans les pays de l'OCDE, la proportion d'emplois qualifiés dans l'économie est généralement supérieure à l'offre potentielle d'individus titulaires d'un diplôme de niveau tertiaire et en possession de qualifications correspondant à ces emplois.

Parvenir à la croissance et au développement des systèmes éducatifs de façon à en renforcer l'accès, à en améliorer la qualité et à en dynamiser la rentabilité constitue un défi de taille, auquel les pays vont devoir trouver des moyens de réponse. La société de la connaissance est à présent une réalité durable qui exige des citoyens hautement qualifiés et dotés de capacités d'innovation ; pour que la participation à l'éducation augmente, il faut au préalable que les jeunes et leur famille aient intégré cette nouvelle donne. Si personne ne peut prédire aujourd'hui l'ampleur du développement futur de l'enseignement tertiaire, les pays doivent toutefois mettre en place des systèmes de financement durables, à même d'accueillir des effectifs toujours plus importants. À défaut, la société de la connaissance pourrait se muer en un monde polarisé, peuplé d'une part par ceux qui peuvent financer leurs propres études et, d'autre part, ceux qui n'en ont pas les moyens.

Un tel défi nécessite de faire des choix difficiles. L'un des principaux objectifs de cette édition de *Regards sur l'éducation* est de montrer comment ces choix politiques sont faits d'un pays à l'autre. Cependant, il faudra encore de nombreuses recherches pour comprendre les façons dont les choix et les combinaisons politiques peuvent s'associer efficacement afin de promouvoir l'apprentissage dans les différents contextes au sein desquels les pays opèrent. Les comparaisons internationales peuvent constituer un puissant outil pour y parvenir, dans la mesure où elles permettent aux systèmes d'éducation de comparer la planification, la mise en place et les résultats de leurs propres politiques avec ce qui se pratique ailleurs dans le monde. Elles montrent également ce qui est possible en termes de qualité, d'équité et d'efficacité des services éducatifs, et renforcent la compréhension des façons dont différents systèmes d'éducation

répondent à des problèmes similaires.

De plus, cette édition de *Regards sur l'éducation* répond aux questions suivantes : quelles compétences les jeunes ont-ils en sciences ? (**Indicateur A5**), quel est le point de vue des parents sur l'établissement de leur enfant et sur l'apprentissage des sciences ? (**Indicateur A6**), le niveau socio-économique des parents a-t-il un impact sur la scolarisation dans l'enseignement tertiaire ? (**Indicateur A7**), à quelles catégories de services et de ressources les dépenses d'éducation sont-elles affectées ? (**Indicateur B6**), quelle est l'importance de la filière professionnelle ? (**Indicateur C1**), les adultes participent-ils à la formation continue ? (**Indicateur C5**), quel est l'impact des évaluations et des examens dans les systèmes d'éducation ? (**Indicateur D5**), qui prend les décisions au sein des systèmes d'éducation ? (**Indicateur D6**).

C'est avec dynamisme que l'OCDE poursuivra le développement de comparaisons internationales utiles à l'action publique, non seulement dans les domaines où c'est actuellement possible, mais aussi dans ceux qui nécessitent un investissement considérable afin de développer les travaux conceptuels. À cet égard, le lancement par l'OCDE de l'Enquête internationale sur les enseignants, l'enseignement et l'apprentissage (TALIS), qui représente un progrès majeur en termes à la fois conceptuels et méthodologiques, le développement du Programme de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA) et son extension à travers le Programme de l'OCDE pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PIAAC), ainsi que les travaux préparatoires pour examiner l'évaluation des résultats de l'enseignement supérieur (AHELO), constitueront autant d'étapes clés vers cet objectif.

**Pour accéder au rapport intégral rendez-vous sur [www.oecd.org/edu/rse2008](http://www.oecd.org/edu/rse2008)**

Ce résumé contient des **StatLinks**, un service qui vous livre des fichiers Excel™ depuis la page imprimée!

© OCDE 2008

La reproduction de ce résumé est autorisée à condition que la mention OCDE et le titre original de la publication soient mentionnés.

**Les résumés multilingues sont des extraits traduits de publications de l'OCDE parues à l'origine en anglais et en français.**

**Ils sont disponibles gratuitement sur la librairie en ligne de l'OCDE**

[www.oecd.org/bookshop/](http://www.oecd.org/bookshop/)

Pour plus d'information, contactez le service des Droits et traductions de l'OCDE,  
Direction des Affaires publiques et de la communication à l'adresse [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org) ou par  
fax au +33 (0)1 45 24 13 91

Service des Droits et traduction de l'OCDE  
2, rue André-Pascal  
75116 Paris  
France

Consultez notre site Internet [www.oecd.org/rights](http://www.oecd.org/rights)

